

Questions orales

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je tiens à préciser à la Chambre qu'il s'agit apparemment d'un concours de circonstances de dernière minute . . .

M. Deans: La voilà, la raison.

M. Kelleher: . . . au comité des finances du Sénat. Comme M. Yeutter l'a expliqué lui-même, il a été lui aussi très étonné et pris de court par les événements. Je puis assurer le très hon. député que nos collaborateurs pour ces négociations sont des gens très qualifiés et parfaitement à la hauteur.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous avons vraiment été à la hauteur dans cette affaire. C'est peut-être à cause du ministre, je ne sais pas.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LES NÉGOCIATIONS AVEC
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, je veux poser ma deuxième question au ministre.

Selon le premier ministre, le Président Reagan l'aurait assuré que tout allait bien dans ces négociations et que l'Administration allait en assurer le succès.

Mais, on avait oublié, apparemment, la séparation des pouvoirs aux États-Unis, le Sénat et la Chambre des représentants.

Ma question se pose ainsi au ministre: Pourquoi le gouvernement a-t-il si mal mené cette affaire que maintenant nous sommes sur la défensive avec les sénateurs américains?

[Traduction]

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous ne sommes à aucun égard et sous aucune forme sur la défensive dans ces négociations. Nous avons rappelé à l'administration américaine et au président son engagement à donner de façon claire le coup d'envoi de ces discussions. Nous avons demandé au président d'en informer le comité des finances du Sénat. L'affaire est actuellement entre les mains de l'administration américaine et du comité des finances, et nous attendons la suite des événements.

LES EXPORTATIONS DE BOIS CANADIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, je croyais que notre diplomatie nouvelle vague consistait à garder le contact avec la colline du Capitole en même temps qu'avec l'administration américaine. En dépit de ce prétendu rapport privilégié avec les États-Unis, comment se fait-il que nous soyons maintenant acculés à la défense? Le ministre peut-il nous donner la garantie que le gouvernement canadien ne concèdera pas des restrictions aux exportations de bois canadien pour ramener le comité du Sénat sur la voie?

• (1420)

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'aimerais encore une fois rassurer le représentant, le chef de l'opposition, en lui affirmant que nous

ne sommes absolument pas sur la défensive. Le fait que ces entretiens soient pour l'instant bloqués au comité des finances du Sénat n'aura strictement aucune importance pour nos entretiens sur les chicanes ou les problèmes commerciaux actuels.

LES DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LES BREVETS RELATIVES AUX
PRODUITS PHARMACEUTIQUES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre du Commerce extérieur. L'amateurisme avec lequel on aborde les négociations commerciales avec les États-Unis a déjà conduit le premier ministre à faire des concessions au sujet de l'énergie, de l'édition et des investissements étrangers, et nous n'avons absolument rien reçu en retour.

Le ministre pourrait-il maintenant nous garantir que le gouvernement ne cédera pas aux pressions tendant à faire modifier les dispositions de la Loi sur les brevets relatives aux produits pharmaceutiques? Précisera-t-il très clairement que ces dispositions demeureront, afin de protéger le consommateur canadien et que nous n'avons pas l'intention de céder aux multinationales américaines?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, manifestement le député et moi-même interprétons différemment le déroulement des événements. Je ne juge en aucune façon que nous avons cédé aux Américains ou que nous leur avons concédé quoi que ce soit.

Toutes les questions concernées, que ce soit les produits pharmaceutiques, le bois ou autres, seront jugées d'après leur bien fondé. Elles ne sont liées en aucune façon aux discussions actuelles tendant à déterminer s'il doit y avoir ou non des pourparlers commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

LE RÔLE DES PROVINCES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, selon moi, la déclaration du ministre montre une fois de plus que le gouvernement s'y prend mal. On ne peut étudier chaque question d'une façon distincte. Elles font toutes partie d'un ensemble au sujet duquel il faut négocier de façon efficace avec les États-Unis.

Le Sénat a déclaré que ce qui l'inquiète, c'est que le gouvernement canadien n'ait pas précisé clairement le rôle des provinces.

M. Hnatyshyn: La question!

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Une question supplémentaire, je vous prie.

M. Axworthy: Étant donné que les sénateurs ont déclaré qu'ils ignoraient la position du gouvernement canadien et celle des provinces, le ministre pourrait-il nous préciser quelles mesures seront prises, en vue d'éclaircir ce rôle, afin que le Sénat et le gouvernement américains puissent avoir pour la première fois une idée claire de la position que nous allons adopter au cours des négociations?